

Le point sur l'évolution des discussions entre le Liban et le FMI

Le porte-parole de l'organisation a consacré un volet de son point presse, jeudi, au dossier libanais.

OLJ / Par [Philippe HAGE BOUTROS](#)

Gerry Rice, le porte-parole du Fonds monétaire international, a affirmé que le Liban avait une « marge de manœuvre considérable pour renforcer la transparence et la responsabilité » des institutions. Archives AFP

La 10e réunion en visioconférence –en raison du Covid-19 – entre les négociateurs libanais et les cadres du Fonds monétaire international s'est déroulée hier, après avoir été reprogrammée en cours de semaine (elle devait initialement se tenir mercredi). Désignés par l'exécutif, les négociateurs libanais sont menés par le ministre des Finances Ghazi Wazni et répartis en plusieurs groupes, dont l'un représentant la Banque du Liban (BDL) mené par le gouverneur Riad Salamé. L'enjeu pour le Liban, qui s'enfoncé dans la crise depuis des mois, est de décrocher une aide financière pour redresser l'économie et assainir son système financier, entre autres.

Toujours aussi avare de détails, le ministère des Finances a indiqué dans un communiqué que les débats se sont cette fois focalisés sur les réformes ciblant la direction des douanes et celle du registre foncier et du cadastre – représentées par leurs directeurs respectifs, Badri Daher et Georges Maaraoui. Un sujet qui s'ajoute à la liste de ceux abordés par les participants depuis le début officiel des négociations le 13 mai, soit environ deux semaines après que le Liban a officiellement sollicité une aide financière de l'organisation internationale. L'étude du plan de redressement du pays adopté par le gouvernement fin avril, la loi sur le contrôle des capitaux, la réforme de l'électricité ou encore les réformes financières font partie des autres sujets abordés. La prochaine réunion est prévue lundi.

La question des pertes

L'un des points d'achoppement les plus flagrants depuis le début des négociations est l'évaluation des pertes accumulées par le secteur bancaire et la BDL. S'agissant de l'audit de la Banque centrale que l'exécutif a prévu de lancer et pour lequel il a fait appel à trois cabinets internationaux (KPMG, Oliver Wyman et Kroll), le ministère des Finances a indiqué à L'Orient-Le Jour qu'il y aurait « bientôt » du nouveau sur le sujet.

Selon des informations qui ont circulé dans la presse et qui ont été confirmées après coup par des sources proches du dossier, le FMI considère que les estimations du gouvernement sont plus proches de la réalité que ne le sont celles effectuées par le gouverneur de la BDL – elles s'élèvent dans un cas comme dans l'autre à plusieurs dizaines de milliards de dollars.

Le débat autour de cette question a d'ailleurs mobilisé une partie des parlementaires libanais ces dernières semaines, appuyés par des organisations représentant le secteur privé – Association des banques du Liban en tête. Le président de la commission parlementaire des Finances, le député Ibrahim Kanaan, a annoncé le 20 mai la création d'une commission visant à harmoniser « l'évaluation des pertes et les chiffres fournis par le gouvernement et les différentes parties ». Une semaine plus tard, l'écu faisait état d'« avancées sérieuses » sur ce dossier.

« Cette question a beaucoup ralenti l'avancée des négociations sur le fond. Ce qui explique que le FMI ait décidé de s'exprimer sur le sujet jeudi », analyse pour L'Orient-Le Jour un expert sous couvert d'anonymat. Ce jour-là, le porte-parole de l'organisation, Gerry Rice, a en effet consacré un pan relativement important de son point presse périodique au dossier libanais. « Nous avons eu plusieurs réunions techniques avec des responsables officiels au Liban pour mieux appréhender les pertes qui découlent de la restructuration supposée de la dette publique, la dépréciation (de la livre par rapport au dollar) ainsi que d'autres facteurs, tels qu'ils sont présentés dans le plan de redressement du gouvernement », a déclaré Gerry Rice. Le porte-parole a, en outre, précisé que si les estimations du gouvernement étaient « globalement dans le vrai en termes d'ampleur », d'autres réunions « techniques » étaient nécessaires pour les affiner, en tenant notamment compte de l'impact potentiel de certaines réformes mises en œuvre entre-temps. « C'est une façon très diplomate de dire que les discussions doivent avancer pour aborder la question des réformes, dont les enjeux sont encore plus importants pour l'avenir du pays », estime l'expert.

Plus long que prévu

Gerry Rice a en outre répété que les discussions avaient été « constructives » jusqu'à présent et s'étaient plus largement focalisées sur les éléments contenus dans le plan de redressement du gouvernement. « Nous reconnaissons tous que les défis auxquels le Liban fait face sont difficiles, complexes et qu'ils doivent être bien diagnostiqués (et traités) à travers des réformes », a poursuivi le porte-parole. Il a en outre souligné que « leur mise en œuvre » était la « clef » du succès du processus entamé. « Cela doit être appuyé par un gouvernement fort, maître de son propre programme économique et soutenu par l'ensemble des tendances politiques et la société civile », a-t-il ajouté. Le porte-parole a d'ailleurs estimé que les discussions étaient susceptibles de durer plus longtemps que prévu (les estimations les plus optimistes tablaient sur un mois), compte tenu de la complexité du dossier libanais.

Pour l'expert cité, le FMI indique clairement qu'il souhaite que les négociations aboutissent, mais avertit en même temps le gouvernement qu'il faudra compter avec l'avis de la société et convaincre, voire contraindre, la classe politique à ne pas parasiter le processus. En mai, plusieurs personnalités et organisations « constituant un échantillon représentatif de la société civile et des groupes d'activistes au Liban et à l'étranger » ont exhorté, dans une lettre ouverte, le FMI à contraindre l'exécutif à mettre en œuvre certaines

réformes avant « tout déboursement de fonds ». Toutes les composantes de la société libanaise ne sont en revanche pas favorables à une intervention du FMI, à l'image de la Fédération nationale des syndicats des ouvriers et des employés au Liban, qui a appelé hier à suspendre les négociations, refusant par exemple toute nouvelle hausse de la TVA.

Gerry Rice a en outre affirmé que le Liban avait une « marge de manœuvre considérable pour renforcer » la transparence et la responsabilité « des institutions dans le cadre de la réforme de l'économie du pays et qu'il était primordial, pour « restaurer la confiance » de correctement réformer les secteurs qui perdent de l'argent. Une référence à peine voilée à la réforme de l'électricité, qui n'était pas détaillée dans la version finale du plan de redressement du gouvernement. Lequel gouvernement envisage de négocier de gré à gré la construction de nouvelles centrales électriques pour pallier le déficit de production d'Électricité du Liban – une décision prise par l'exécutif mi-mai. Le FMI a enfin assuré qu'il ne souhaitait pas que ce soit les classes pauvre et moyenne qui portent l'essentiel de la charge des réformes.

Aucune indication ferme concernant le montant de l'enveloppe n'a encore filtré. Le gouvernement espère pouvoir compter sur 10 milliards de dollars d'aide externe, hors fonds réservés par les donateurs présents lors de la conférence de Paris d'avril 2018 (la CEDRE). En mai, Garbis Iradian, un ancien du FMI et actuel économiste en chef de l'Institut de la finance internationale (IFI), avait indiqué que le Liban pouvait espérer entre 4,35 et 8,7 milliards de dollars durant une période de trois à quatre ans dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) du FMI.